

Les crédits

fier de ce qu'elle a fait et je suis très content que le député m'ait permis de le dire ici officiellement.

M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député de Victoria.

Tout le monde dit que nous avons le meilleur système de soins médicaux au monde, mais le problème, c'est qu'à Vancouver, il faut attendre un an avant d'obtenir un pontage coronarien. On a laissé entendre que des gens devraient aller se faire opérer aux États-Unis. Comment le député explique-t-il cela?

M. Brewin: Monsieur le Président, tout d'abord, je crois savoir que ce n'est pas vrai qu'il doit en être ainsi.

Je reconnais que le système canadien des soins médicaux connaît d'énormes difficultés. La question est de savoir comment on va résoudre ces difficultés. L'un des véritables problèmes pratiques découle du fait que, grâce au génie de la science médicale, on a trouvé toutes sortes de moyens de permettre à de vieilles gens comme nous de vivre bien plus longtemps qu'autrefois. On est donc aux prises avec des questions de priorité et des choix qui ne se sont jamais posés jusqu'à maintenant. On essaie au moins de faire valoir que la décision ne doit pas être fonction des moyens financiers des gens.

J'appuie certes le gouvernement britanno-colombien.

Le président suppléant (M. Paproski): La parole est au député de Beauharnois—Salaberry, puis au député de Carleton—Charlotte.

[Français]

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, les gens qui nous écoutent à la télévision cet après-midi doivent bien se demander ce qui se passe dans cette Chambre lorsque l'on voit les députés du Nouveau Parti démocratique attaquer continuellement les Libéraux, et les Libéraux attaquer les députés du Nouveau Parti démocratique. Il est temps qu'il y ait des députés de ce côté-ci qui se lèvent, mais je soupçonne que c'est arrangé avec les Libéraux, parce qu'ils s'ennuient tellement d'être au pouvoir qu'ils ont dit au Nouveau Parti démocratique: Attaquez-nous, on va savoir c'était quoi être au pouvoir.

Monsieur le Président, je vous félicite pour votre sagesse d'avoir accepté un amendement à la résolution. On devrait, tout le monde, peut-être prendre un peu l'exemple sur ce qui s'est passé dernièrement, les 24 et 25, hier et avant-hier, à Toronto, même s'il y a eu des attaques partisans à l'intérieur de la conférence des premiers ministres. Et la pire que j'ai vue là-dedans, c'est un premier ministre qui est allé dire, en s'adressant au

premier ministre Mulroney: «Si vous voulez qu'on ait une entente à la table constitutionnelle, il faudrait peut-être que l'on dépose quelque chose à la table économique.» Je trouve cela absolument épouvantable que l'on mette l'avenir de ce pays-là avec strictement des annonces de travaux publics ou des trucs du genre.

Monsieur le Président, je vous félicite donc d'avoir accepté la motion qui enlevait toute la partisanerie là-dedans. Et ça me fait plaisir de mentionner que les 25 et 26 les premiers ministres se sont réunis à Toronto. Ils sont revenus avec l'agenda qu'ils avaient décidé le 10 février dernier, et ils ont décidé de se partager les différents dossiers qu'ils avaient mis de l'avant à cette époque-là. Donc, ils se sont concertés sur les dix sphères d'activité.

M. Romanow et M^{me} Cournoyer ont convenu de prendre la tête du fameux dossier de l'efficacité et de l'efficience dans les programmes sociaux, et surtout dans la question difficile et critique des soins de santé. Ils vont accélérer leurs travaux et je pense qu'on va avoir des résultats, du moins préliminaires, dans deux mois.

Il y a M. Bob Rae et M. McKenna qui vont s'occuper des programmes de formation. Il y a M. Gary Filmon qui a convenu de diriger les travaux sur le commerce interprovincial. Le domaine du commerce extérieur va relever de M. Harcourt; le domaine de l'agriculture, de M. Romanow; et les infrastructures du pays, cela va intéresser de façon plus particulière, du moins ça va être sous la direction de M. Cameron de la Nouvelle-Écosse.

Pour ce qui est des pêches, c'est le premier ministre Wells qui va s'en occuper. Et le gouvernement fédéral a accepté de son côté de mener le dossier de la coordination fiscale et financière, un autre sujet difficile et crucial.

Si on revient aux soins de santé, les gens ont décidé d'accélérer les travaux. Il y aura une rencontre d'ici deux mois des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux justement pour parler des services de santé. Et j'ai dit tout à l'heure justement que c'est M. Romanow et M^{me} Cournoyer qui vont mener ce dossier de façon plus particulière.

La réalité, par contre, monsieur le Président, et les premiers ministres en ont convenu, les premiers ministres provinciaux et le premier ministre du Canada, mais on devrait peut-être en convenir ici également en cette Chambre, c'est que nos programmes sociaux, comme les soins de santé, comme tous les autres programmes sociaux, cela dépend de la capacité de l'économie de générer de l'emploi et de la richesse. On le sait, tout à l'heure, mon collègue parlait de la période difficile. Il est vrai, comme le disait un collègue qui est assis derrière moi, qu'ils sont portés à mettre toujours cela sur le libre-échange. Mais on est en pleine restructuration économique, et il faut vivre avec les difficultés de notre temps, et